



Questionnaire sur l'honorabilité, les connaissances, les compétences et l'expérience (version mise à jour) – Formulaire de la BCE

Les entités soumises à la surveillance prudentielle et les personnes nommées peuvent utiliser le questionnaire national pertinent disponible dans le système de gestion des informations (*Information Management System, IMAS*). Le lien vers le portail est disponible sur *le site Internet de l'autorité compétente nationale*¹ et sur le site de la Banque centrale européenne (BCE) consacré à la supervision bancaire.

Questionnaire sur l'honorabilité, les connaissances, les compétences et l'expérience – Formulaire de la BCE

Le présent document est un formulaire destiné aux autorités compétentes nationales (ACN), qui a été adopté par le conseil de surveillance prudentielle de la BCE le 25 novembre 2021. Il est demandé aux ACN de diffuser le questionnaire en utilisant le contenu et la mise en forme du formulaire, en incluant également les particularités nationales convenues et en suivant les instructions relatives à l'exécution technique qui seront fournies. Le modèle fournit des indications sur les informations attendues par la BCE et les ACN pour évaluer l'honorabilité, les connaissances, les compétences et l'expérience des personnes nommées.

Le présent questionnaire doit être lu en parallèle avec l'article 91 de la directive sur les exigences de fonds propres (*Capital Requirements Directive, CRD*)², les orientations pertinentes de l'Autorité bancaire européenne (ABE) et de l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), la législation pertinente sur la protection des données et le droit national en vigueur. Il revient conjointement à la personne nommée et à l'entité soumise à la surveillance prudentielle de fournir à la BCE et à l'ACN des informations complètes et exactes en ce qui concerne la nomination proposée. Des informations imprécises ou incomplètes retardent l'évaluation et peuvent rendre une décision positive impossible. Par ailleurs, tant la personne nommée que l'entité soumise à la surveillance prudentielle sont tenues de fournir à l'ACN tout élément d'information dont elle pourrait avoir besoin pour procéder à son évaluation. Vous devez être sincère et honnête, et fournir une réponse complète et précise à toutes les questions. Si vous ne savez pas comment répondre à toute partie du questionnaire, veuillez fournir autant d'informations que

¹ [Lien vers le site de l'autorité compétente nationale]

² Directive 2013/36/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant l'accès à l'activité des établissements de crédit et la surveillance prudentielle des établissements de crédit, modifiant la directive 2002/87/CE et abrogeant les directives 2006/48/CE et 2006/49/CE (JO L 176 du 27.06.2013, p. 338).

possible dans les zones de texte fournies. Veuillez toutefois ne pas soumettre ou communiquer des données à caractère personnel autres que celles demandées dans le questionnaire, en particulier s'agissant des « catégories particulières de données à caractère personnel » (conformément à l'article 10 du règlement (UE) 2018/1725). Ces données ne sont pas nécessaires aux fins de l'évaluation de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience³.

³ Par exemple : origine raciale ou ethnique, opinions politiques, convictions religieuses ou philosophiques, appartenance syndicale, données concernant la santé ou données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique. Règlement (UE) 2018/1725 du Parlement européen et du Conseil du 23 octobre 2018 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel par les institutions, organes et organismes de l'Union et à la libre circulation de ces données, et abrogeant le règlement (CE) n° 45/2001 et la décision n° 1247/2002/CE (JO L 295 du 21.11.2018, p. 39).

Déclaration de la personne nommée

La présente déclaration porte sur une demande ou une notification relative à la nomination d'un(e) *zone de texte fonction* conformément au droit national en vigueur. Elle sera examinée par la [nom de l'ACN] et la BCE.

Je soussigné(e) :

- confirme que, à ma connaissance, les informations fournies dans le présent questionnaire et dans ses annexes sont exactes et complètes ;
- confirme que j'informerai immédiatement le/la/[nom de l'entité soumise à la surveillance prudentielle] en cas de modification importante⁴ des informations fournies ;
- autorise la BCE et la [nom de l'ACN] à procéder à toutes les enquêtes et recherches d'informations complémentaires qu'elles jugeraient nécessaires, en vertu du droit national et européen, afin de recueillir et de vérifier les informations considérées comme importantes pour la conduite de l'évaluation de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience ;
- confirme que je suis conscient(e) des responsabilités qui me sont conférées par les législations européenne et nationale et par les normes internationales, dont la réglementation, les codes de conduite, les notes d'orientation, les lignes directrices et autres règles ou directives émises par [l'ACN] ou par la BCE, et par l'ABE et l'AEMF, qui sont importantes pour la fonction pour laquelle une évaluation positive est recherchée, et confirme également mon intention de toujours m'y conformer ;
- déclare que je suis conscient(e) que mes données à caractère personnel seront traitées et conservées conformément aux réglementations européennes relatives à la protection des données en vigueur et à la [déclaration de confidentialité de la BCE](#) et de la [ACN] ;
- déclare que je suis conscient(e) que fournir des informations erronées ou incomplètes pourraient être un motif de refus ou de retrait de l'agrément ayant trait à l'honorabilité, aux connaissances, aux compétences et à l'expérience, sans préjudice de la possible imposition de sanctions juridiques et/ou administratives.

Nom :

Signature :

Date :

⁴ Une modification importante désigne toute modification de nature à affecter l'aptitude de la personne nommée.

Déclaration de l'entité soumise à la surveillance prudentielle

La présente déclaration porte sur une demande ou une notification relative à la nomination d'un(e) *zone de texte fonction* conformément au droit national en vigueur. Elle sera examinée par la [nom de l'ACN] et la BCE.

Je soussigné(e) :

- confirme que, à ma connaissance, les informations fournies dans le présent questionnaire et dans ses annexes sont exactes et complètes ;
- confirme que l'entité soumise à la surveillance prudentielle informera immédiatement la [ACN] en cas de modification importante des informations fournies ;
- confirme que l'entité soumise à la surveillance prudentielle a requis l'ensemble des informations les plus récentes nécessaires pour évaluer l'aptitude de la personne nommée [conformément à la réglementation/aux dispositions réglementaires, etc. en vigueur] et qu'elle a dûment pris en compte ces informations en vue de déterminer l'honorabilité, les connaissances, les compétences et l'expérience de celle-ci ;
- confirme que la description de la fonction pour laquelle une évaluation positive est demandée correspond exactement aux aspects des activités de l'entité soumise à la surveillance prudentielle dont la personne nommée aura la responsabilité ;
- confirme que l'entité soumise à la surveillance prudentielle estime, sur la base d'une enquête diligente et raisonnable et des informations fournies par la personne nommée et en fonction des critères d'honorabilité, de connaissances, de compétences et d'expérience tels que définis dans le droit national et européen, les normes internationales, notamment les règlements, les codes de conduite, les notes d'orientation, les lignes directrices et autres règles ou directives émises par la [ACN] ou par la BCE, l'Autorité bancaire européenne (ABE) ou l'Autorité européenne des marchés financiers (AEMF), que la personne nommée dispose de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience nécessaires pour occuper la fonction telle qu'elle est décrite dans le présent questionnaire ;
- confirme que l'entité soumise à la surveillance prudentielle a informé la personne nommée des responsabilités juridiques et réglementaires associées à la fonction telle qu'elle est décrite dans le présent questionnaire ;
- confirme que les documents fournis en annexe sont des copies des documents initialement soumis par l'entité soumise à la surveillance prudentielle ou par la personne nommée et conservés dans les archives de l'entité ;
- confirme que je suis autorisé(e) à émettre cette notification/demande, à fournir les déclarations remises par l'entité soumise à la surveillance prudentielle et à signer le présent questionnaire au nom de cette dernière ;

déclare avoir pris connaissance que mes données à caractère personnel seront traitées et conservées conformément aux réglementations européennes relatives à la protection des données en vigueur et à la [déclaration de confidentialité de la BCE](#) et de la [ACN].

Nom de l'entité soumise à la surveillance prudentielle :

Nom(s) du/de la/des signataire(s) :

Fonction(s) au sein de l'entité soumise à la supervision prudentielle :

Signature(s) :

Date :

1

Identité de l'entité soumise à la surveillance prudentielle et de la personne nommée

IMPORTANT : dans la section 1, « vous » renvoie à la « personne nommée »

Informations sur l'entité soumise à la surveillance prudentielle	
Nom de l'entité soumise à la surveillance prudentielle	Texte libre
Code d'identification de l'entité juridique	Texte libre
Code national de l'entreprise	Texte libre
L'entité soumise à la surveillance prudentielle est-elle un « établissement important au titre de la CRD ⁵ » conformément au droit national ⁶ ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Sans objet
Structure de gouvernance de l'entité soumise à la surveillance prudentielle ⁷	<input type="checkbox"/> Structure moniste <input type="checkbox"/> Structure dualiste <input type="checkbox"/> Autre structure
Si l'option « Autre structure » est choisie, veuillez préciser quelle structure de gouvernance a été adoptée.	Texte libre
Personne de contact au sein de l'entité soumise à la surveillance prudentielle (nom/adresse électronique/numéro de téléphone)	Texte libre

⁵ Cf. section 3.4.1 du Guide relatif à l'évaluation de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience.

⁶ [Le cas échéant] Conformément à l'article XX de [loi nationale].

⁷ Dans les entités soumises à la surveillance prudentielle dotées d'une structure de gouvernance moniste, un organe de direction unique est chargé à la fois des fonctions exécutives et des fonctions de surveillance. Dans les entités soumises à la surveillance prudentielle dotées d'une structure de gouvernance dualiste, les différentes fonctions sont remplies par des organes séparés (par exemple : un organe de direction dans sa fonction exécutive, chargé des fonctions exécutives (de gestion), et un organe de direction dans sa fonction de surveillance). Certaines entités soumises à la surveillance prudentielle peuvent également avoir des structures de gouvernance hybrides.

Informations relatives à la personne nommée

A
Nom

Genre	<input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin <input type="checkbox"/> Autre
Nom de famille	Texte libre
Prénom	Texte libre
Autre(s) prénom(s)	Texte libre
Avez-vous déjà porté ou utilisé d'autres noms ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes, en indiquant tous les noms que vous avez utilisés (par exemple : nom de naissance, autres noms d'état civil, noms d'emprunt).

Genre	<input type="checkbox"/> Masculin <input type="checkbox"/> Féminin <input type="checkbox"/> Autre
Nom de famille	Texte libre
Prénom	Texte libre
Autre(s) prénom(s)	Texte libre
Date du changement de nom	(YYYY-MM)

B

Lieu de résidence actuel

Adresse	Texte libre
Code postal et ville	Texte libre
Pays	Texte libre
Date d'arrivée à cette adresse :	(YYYY-MM)
Avez-vous vécu dans un pays autre que votre pays de résidence actuel au cours des cinq dernières années ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si « Oui », veuillez préciser quel(s) pays et la/les période(s) de résidence.	Texte libre

C**Autres informations concernant la personne nommée**

Date de naissance	(YYYY-MM-DD)
Lieu de naissance	Texte libre
Pays	Texte libre
Nationalité(s)	Texte libre
Numéro du document d'identité ou du passeport en cours de validité	Texte libre
Pays de délivrance	Texte libre
Date d'expiration	(YYYY-MM-DD)
Numéro de téléphone (y compris l'indicatif du pays)	Texte libre
Adresse électronique	Texte libre

D**Évaluations prudentielles précédentes**

Avez-vous déjà fait l'objet d'évaluations prudentielles dans le secteur financier (y compris d'évaluations pour des fonctions occupées à l'étranger⁸) ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes sur les évaluations prudentielles auxquelles la personne nommée a été soumise dans le domaine de la finance au cours des cinq dernières années, menées par une autorité prudentielle du secteur financier.

Autorité compétente concernée	Établissement concerné	Fonction concernée
Texte libre	Texte libre	Texte libre
Date d'entrée en fonction	Date de fin des fonctions	Date de la décision (si pas applicable, date de la demande d'évaluation)
(YYYY-MM)	(YYYY-MM)	(YYYY-MM-DD)

Si une évaluation antérieure a abouti à une décision négative, à un retrait d'agrément ou à une évaluation positive assortie de conditions, de recommandations ou d'obligations, veuillez fournir une explication.

Texte libre

2**Fonction couverte par le questionnaire****Informations sur la fonction couverte par le questionnaire**

Nom de la fonction (qui sera) occupée

⁸ L'expression « à l'étranger » couvre tout territoire qui se trouve en dehors de la juridiction de la BCE ou de l'ACN de l'entité soumise à la surveillance prudentielle où vous êtes nommé(e).

Texte libre

Indiquez si la personne nommée sera titulaire d'une fonction exécutive, d'une fonction non exécutive⁹, d'un poste-clé ou d'un poste de direction d'une succursale.

- Fonction exécutive
- Fonction non exécutive
- Poste-clé
- Poste de direction d'une succursale

Sélectionnez l'intitulé exact de la/des fonction(s)

- Président(e) du conseil de surveillance
- Vice-président(e) du conseil de surveillance
- Membre du conseil de surveillance
- Membre indépendant(e) du conseil de surveillance
- Président(e) du conseil d'administration
- Vice-président(e) du conseil d'administration
- Membre du conseil d'administration
- Membre indépendant(e) du conseil d'administration
- Président(e) de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance
- Président(e) de l'organe de direction dans sa fonction exécutive
- Vice-président(e) de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance
- Vice-président(e) de l'organe de direction dans sa fonction exécutive
- Membre de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance
- Membre de l'organe de de direction dans sa fonction exécutive
- Président-directeur général/CEO
- Vice-président-directeur général/Deputy CEO
- Gérant(e)
- Cadre dirigeant(e)
- Directeur(trice) général(e)
- Directeur(trice) financier(ière)
- Directeur(trice) des risques
- Directeur(trice) des risques financiers
- Directeur(trice) des systèmes d'information
- Directeur(trice) des opérations
- Président(e) du comité des risques
- Membre du comité des risques
- Président(e) du comité des rémunérations
- Membre du comité des rémunérations
- Président(e) du comité des nominations
- Membre du comité des nominations
- Président(e) du comité d'audit
- Membre du comité d'audit
- Chef de la fonction de gestion des risques
- Chef de la fonction de conformité
- Chef de la fonction d'audit interne
- Commissaire aux comptes statutaire
- Mandataire

Veillez fournir une description détaillée des missions, des responsabilités et des liens hiérarchiques associés à la fonction. Veuillez indiquer quelles autres fonctions la personne nommée exercera éventuellement au sein de l'entité soumise à la surveillance prudentielle.

Texte libre

Veillez préciser si la personne nommée peut être formellement qualifiée de membre indépendant¹⁰ de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance.

- Oui
- Non
- Sans objet

⁹ Cf. définitions figurant à la section 2, paragraphe 15 (« Définitions »), des orientations communes de l'AEMF et de l'ABE sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes-clés au titre de la directive 2013/36/UE et de la directive 2014/65/UE (EBA/GL/2017/12).

¹⁰ [Le cas échéant] Conformément à l'article XX de [loi nationale].

La demande porte-t-elle sur la reconduction de la personne nommée dans ses fonctions ?

- Oui
 Non

Détails supplémentaires en ce qui concerne la date d'entrée en fonction (prévue) et la durée d'exercice des fonctions¹¹

Date (prévue) de la prise de décision officielle sur la nomination par l'organe de gouvernance compétent de l'entité soumise à la surveillance prudentielle

(YYYY-MM-DD)

Date (prévue) d'entrée en fonction

(YYYY-MM-DD)

Date (prévue) de fin de la fonction

(YYYY-MM)

Si le mois exact n'est pas connu, veuillez indiquer un mois indicatif dans l'espace de texte libre ci-dessous, y compris en vous fondant sur un événement spécifique dont la date n'a pas encore été fixée (par exemple l'approbation des états financiers pour l'exercice YYYY) :

Texte libre

La personne nommée remplace-t-elle une autre personne ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez indiquer le nom de la personne remplacée et les raisons de son remplacement.

Texte libre

La demande ou la notification est-elle soumise dans les délais prévus par le « droit national »¹² ?

- Oui
 Non
 Sans objet

Si « Non », veuillez fournir une explication.

Texte libre

3

Expérience

A

Formation

Intitulé officiel du diplôme ou certificat	Niveau d'étude atteint	Domaine d'études	Date d'obtention	Type d'établissement (par exemple : université, centre d'études, etc.)
Texte libre	<input type="checkbox"/> Licence <input type="checkbox"/> Master <input type="checkbox"/> Doctorat <input type="checkbox"/> Certificat <input type="checkbox"/> Autre	Texte libre	(YYYY-MM)	Texte libre

¹¹ Si une date n'est pas arrêtée, veuillez fournir une date indicative.

¹² [Le cas échéant] Conformément à l'article XX de [loi nationale].

B**Expérience pratique dans les domaines de la banque et/ou de la finance au cours des dix dernières années**

Intitulé du poste	Responsabilités principales	Rang¹³/niveau hiérarchique du poste	Nom de l'entité. Veuillez préciser la nature des activités et/ou le type d'agrément.
Texte libre	Texte libre	<input type="checkbox"/> Poste de très haut niveau <input type="checkbox"/> Poste de haut niveau <input type="checkbox"/> Autre poste de direction <input type="checkbox"/> Autre	Texte libre
Nombre total approximatif de subordonnés placés sous la responsabilité de la personne nommée	Domaines d'activité	Occupé à partir du	Occupé jusqu'au
Texte libre	Texte libre	(YYYY-MM)	(YYYY-MM)

C**Expérience pertinente en dehors des secteurs de la banque et/ou de la finance (par exemple : postes universitaires, mandats politiques, autres mandats non commerciaux ou autre expérience spécialisée)**

Poste	Responsabilités principales	Rang/niveau hiérarchique du poste	Nom de l'entité. Veuillez préciser la nature des activités et/ou le type d'agrément.
Texte libre	Texte libre	Texte libre	Texte libre
Nombre total approximatif de subordonnés placés sous la responsabilité de la personne nommée	Domaines d'activité	Occupé à partir du	Occupé jusqu'au
Texte libre	Texte libre	(YYYY-MM)	(YYYY-MM)

¹³ Cf. tableau 1 et tableau 2 dans la section 3.1.3.2 du Guide relatif à l'évaluation de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience.

D

Seuils permettant de présumer une expérience suffisante

La personne nommée atteint-elle les seuils permettant de présumer une expérience suffisante définis dans les tableaux 1 et 2 de la section 3.1.3.2 du Guide relatif à l'évaluation de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------

Si « Non », veuillez répertorier ci-dessous tout facteur complémentaire (ou compensatoire), comme le prévoit le Guide relatif à l'évaluation de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience.

Texte libre

E

Évaluation du niveau d'expérience dans le domaine bancaire

Expérience générale dans le domaine bancaire, y compris, entre autres, dans les champs définis dans les orientations EBA/GL/2017/12 ¹⁴	Évaluation par la personne nommée de son niveau d'expérience (faible, moyen, élevé)	Éléments à l'appui de votre réponse
Marchés bancaires et marchés financiers	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Exigences juridiques et cadre réglementaire	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Planification stratégique, compréhension de la stratégie commerciale ou du plan d'activité d'un établissement de crédit et de sa mise en œuvre	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Gestion des risques (détecter, évaluer, suivre, contrôler et atténuer les principaux types de risques auxquels un établissement de crédit est exposé)	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Connaissances et expérience en matière de risques liés au climat et à l'environnement	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Comptabilité et audit	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Évaluation de l'efficacité des dispositifs d'un établissement de crédit, garantissant une gouvernance, une surveillance et des contrôles efficaces	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre
Interprétation des informations financières d'un établissement de crédit, identification des principaux problèmes sur la base de ces informations et contrôles et mesures appropriés	<input type="checkbox"/> Élevé <input type="checkbox"/> Moyen <input type="checkbox"/> Faible	Texte libre

F

Formation pertinente au cours des cinq dernières années

La personne nommée a-t-elle suivi une formation pertinente au cours des cinq dernières années ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
-------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------

Si « Oui », veuillez fournir des détails concernant la formation suivie.

Contenu de la formation	Durée (en heures)	Année d'achèvement
Texte libre	Texte libre	(YYYY)

¹⁴ Orientations communes de l'AEMF et de l'ABE sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes-clés au titre de la directive 2013/36/UE et de la directive 2014/65/UE (EBA/GL/2017/12).

G

Formation avant l'entrée en fonction ou dans l'année suivant l'entrée en fonction

La personne nommée suivra-t-elle une formation avant son entrée en fonction ou dans l'année suivant son entrée en fonction ¹⁵ ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	--------------------------------------------------------------

Si « Oui », veuillez fournir des détails concernant la formation suivie.

Contenu de la formation	Formation dispensée par (veuillez indiquer si la formation a été assurée en interne ou par un prestataire externe et préciser les noms des organismes de formation externes, le cas échéant)	Durée (en heures)	Si la formation doit se tenir plus de six mois après l'octroi de l'autorisation, veuillez préciser les dates de début et de fin
<input type="checkbox"/> Marchés bancaires et marchés financiers <input type="checkbox"/> Exigences juridiques et cadre réglementaire <input type="checkbox"/> Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme <input type="checkbox"/> Planification stratégique, compréhension de la stratégie commerciale ou du plan d'activité d'un établissement de crédit et de sa mise en œuvre <input type="checkbox"/> Gestion des risques (détecter, évaluer, suivre, contrôler et atténuer les principaux types de risques auxquels un établissement de crédit est exposé) <input type="checkbox"/> Gestion des risques liés au climat et à l'environnement <input type="checkbox"/> Comptabilité et audit <input type="checkbox"/> Évaluation de l'efficacité des dispositifs d'un établissement de crédit, garantissant une gouvernance, une surveillance et des contrôles efficaces <input type="checkbox"/> Interprétation des informations financières d'un établissement de crédit, identification des principaux problèmes sur la base de ces informations et contrôles et mesures appropriés <input type="checkbox"/> Autre. Dans ce cas, veuillez préciser le contenu de la formation à la ligne suivante de cette colonne.	Texte libre	Texte libre	(YYYY-MM) - (YYYY-MM)
Texte libre	Texte libre	Texte libre	(YYYY-MM) - (YYYY-MM)

¹⁵ La réponse à cette question sera considérée comme la confirmation par l'entité soumise à la surveillance prudentielle que le programme de formation aura lieu comme indiqué.

IMPORTANT : dans la section 4, « vous » s'entend comme « la personne nommée personnellement » et inclut également toute personne morale, tout partenariat et toute entité sans personnalité juridique avec lequel ou laquelle la personne nommée est ou a été associée en tant que membre du conseil d'administration¹⁶, titulaire d'un poste-clé, cadre supérieur(e), actionnaire, partenaire, associé(e), ou actionnaire qualifié(e). Seuls les actes répréhensibles qui auraient été commis pendant la période où la personne nommée était associée à l'entité doivent être déclarés.

Les réponses apportées aux questions ci-dessous doivent inclure les affaires traitées dans des pays n'appartenant pas à l'Union européenne.

A	
Faites-vous ou avez-vous fait l'objet d'une procédure pénale ¹⁷ ou d'une procédure civile ou administrative ¹⁸ (y compris toute procédure en cours, menée à terme ou en appel) ? Cette question couvre les enquêtes, les procédures de sanction ou les mesures prises ou imposées par des autorités publiques ou de surveillance ou des organisations professionnelles (par exemple : avertissement, blâme, etc.) compétentes dans toute juridiction.	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :	
Type de procédure	<input type="checkbox"/> Pénale <input type="checkbox"/> Administrative <input type="checkbox"/> Civile <input type="checkbox"/> Autre
Si vous avez coché la case « Autre », veuillez préciser le type de procédure.	Texte libre
Stade où en est la procédure	<input type="checkbox"/> En cours <input type="checkbox"/> Menée à terme <input type="checkbox"/> En appel
Veuillez décrire brièvement les charges et la nature des actes répréhensibles présumés (par exemple : faute intentionnelle ou négligence, etc.) et indiquer à quel stade en est la procédure.	
Texte libre	
Veuillez indiquer l'autorité chargée de la procédure et, si possible, la référence du dossier.	
Texte libre	
La procédure vous concerne-t-elle personnellement ou concerne-t-elle une entité à laquelle vous êtes ou avez été associé(e) ?	<input type="checkbox"/> Oui, la procédure me concerne personnellement <input type="checkbox"/> Oui, la procédure concerne une entité à laquelle je suis ou ai été associé(e) <input type="checkbox"/> Non

¹⁶ Le terme « membre du conseil d'administration » couvre également les commissaires aux comptes statutaires.

¹⁷ Il est inutile d'indiquer toute mention effacée du casier judiciaire officiel. Les mentions qui n'ont pas été effacées du casier judiciaire doivent être déclarées indépendamment du temps écoulé depuis que les faits sous-jacents ont été commis.

¹⁸ Les exemples de procédures civiles ou administratives incluent les procédures dans les domaines suivants de la banque, de l'assurance, des services d'investissement, des marchés des titres, des instruments de paiement, du blanchiment de capitaux, des retraites, de la gestion d'actifs ou dans tout secteur financier réglementé et comprennent tout avis officiel d'enquête ou de mise en accusation, de mesure disciplinaire en cours ou de procédure en cours de faillite, d'insolvabilité ou de procédure similaire en cours, ou de violation du droit de la concurrence. Dans tous les cas, les informations concernant les procédures administratives ou civiles doivent inclure les procédures portant sur les cinq critères d'honorabilité, de connaissances, de compétences et d'expérience, conformément à la législation nationale transposant la CRD. Pour plus d'informations sur ce qui doit être considéré comme pertinent, veuillez vous référer à la section 3.2 du Guide relatif à l'évaluation de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience.

Si les actes répréhensibles présumés, la procédure, l'enquête ou les sanctions vous concernent directement :

a. Précisez dans quelles circonstances et pour quelles raisons vous êtes concerné(e) directement.

Texte libre

b. Décrivez les mesures que vous avez prises pour prévenir les actes répréhensibles et/ou éviter qu'ils soient commis.

Texte libre

c. Qu'auriez-vous pu faire de plus pour éviter que ces actes répréhensibles présumés soient commis et avez-vous tiré des enseignements de ce qu'il s'est passé ?

Texte libre

Si les actes répréhensibles présumés, la procédure, l'enquête ou les sanctions concernent des entités dans lesquelles vous occupez ou avez occupé des fonctions :

a. Précisez le nom de l'entité concernée.

Texte libre

b. Précisez votre rôle au sein de l'entité et indiquez si vous êtes ou étiez à la tête d'un service ou d'une ligne métier concerné(e) par la procédure (y compris par les sanctions ou les mesures imposées).

Texte libre

c. Étiez-vous membre de l'organe de direction, titulaire d'une fonction-clé ou cadre supérieur(e) lorsque les actes répréhensibles présumés ont été commis ?

Texte libre

d. Dans le cadre de vos fonctions au sein de l'entité, qu'avez-vous fait pour prévenir les actes répréhensibles présumés et/ou pour éviter qu'ils soient commis ?

Texte libre

e. Qu'auriez-vous pu faire de plus pour éviter que ces actes répréhensibles présumés soient commis et avez-vous tiré des enseignements de ce qu'il s'est passé ?

Texte libre

Date et/ou période de déroulement des actes répréhensibles présumés

(YYYY-MM)

Date de la décision, du jugement ou des conclusions (le cas échéant)

(YYYY-MM-DD)

Résumé du raisonnement sous-tendant la décision, le jugement ou les conclusions

Texte libre

Sanction ou peine reçue (ou probable en cas de condamnation si les procédures sont en cours)

Texte libre

Précisez l'éventail des sanctions (à savoir la sanction la moins sévère et la sanction la plus sévère) qui pourraient ou auraient pu être infligées.

Texte libre

La procédure a-t-elle abouti à un règlement (y compris au moyen d'un règlement extrajudiciaire) ?

Oui

Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails (notamment les parties au règlement, la date, les montants convenus lors du règlement et toute autre information pertinente).

Texte libre

Veuillez fournir des détails sur votre conduite ultérieure, notamment les enseignements tirés et les mesures correctrices prises.

Texte libre

Décrivez tout autre facteur atténuant ou aggravant à l'aide du Guide relatif à l'évaluation de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience¹⁹.

Texte libre

Les procédures mentionnées ci-dessous ont-elles donné lieu à des récupérations de rémunération ?

Oui

Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails.

Texte libre

¹⁹ Exemples de facteurs atténuants : a) temps écoulé depuis que les actes répréhensibles présumés ont été commis, b) absence d'enquête ou de procédures ultérieure(s), c) absence de licenciement ou de renvoi d'un poste de confiance.

B

Faites-vous ou avez-vous personnellement fait l'objet de mesures disciplinaires²⁰ (y compris d'une exclusion d'une fonction de membre de l'organe de direction ou d'un renvoi d'un poste de confiance) ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

a. Motif de la mesure disciplinaire

Texte libre

b. Date ou période de déroulement des actes répréhensibles présumés

Texte libre

c. Avez-vous déposé un recours contre la mesure disciplinaire ?

Texte libre

d. Le cas échéant, veuillez fournir les coordonnées de l'entité impliquée dans la prise des mesures.

Texte libre

e. Facteurs atténuants ou aggravants éventuels

Texte libre

C

Faites-vous ou avez-vous fait l'objet d'une procédure de faillite ou d'insolvabilité ou d'une procédure similaire ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

a. Temps écoulé depuis la date de la décision (le cas échéant)

Texte libre

b. Statut et conclusion (le cas échéant) de la procédure (si elle a été menée à terme, veuillez préciser si elle a conclu à une faute intentionnelle ou à une négligence)

Texte libre

c. Mesures de précaution ou de saisie

Texte libre

d. Qui a déclenché la procédure (vous-même ou l'entité concernée) ?

Texte libre

e. Le cas échéant, veuillez fournir des informations sur l'entité impliquée dans la procédure.

Texte libre

f. Détails concernant le rôle que vous avez joué, en particulier si vous avez été déclaré(e) responsable de l'insolvabilité de l'entité

Texte libre

g. Facteurs atténuants ou aggravants éventuels

Texte libre

²⁰ Notamment dans le contexte d'une activité professionnelle ou d'un emploi.

D

Un établissement financier dans lequel vous occupez ou avez occupé une fonction de direction, ou dont vous influencez ou avez influencé concrètement la gestion, de quelque manière que ce soit, a-t-il déjà fait l'objet d'un renflouement ou été soumis à une procédure de restructuration, de rétablissement ou de résolution ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails.

Texte libre

E

À votre connaissance, avez-vous déjà personnellement figuré sur une liste de débiteurs peu fiables, faites-vous l'objet d'une appréciation négative sur une liste établie par une agence de crédit reconnue ou avez-vous fait l'objet d'une mesure d'exécution pour une dette inscrite sur une liste de ce type ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails.

Texte libre

F

Avez-vous déjà fait l'objet d'un refus, d'un retrait, d'une révocation, d'une suspension ou d'une annulation d'enregistrement, d'autorisation, d'adhésion ou de licence concernant l'exercice d'activités commerciales ou professionnelles ? Cette question porte également sur les évaluations d'aptitude antérieures réalisées par d'autres autorités compétentes (y compris à l'étranger²¹).

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails.

Texte libre

G

En dehors des cas mentionnés par ailleurs dans vos réponses, avez-vous déjà été impliqué(e) directement ou indirectement dans une situation ayant suscité des inquiétudes ou des soupçons quant à d'éventuelles activités de blanchiment de capitaux ou de financement du terrorisme ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails.

Texte libre

²¹ L'expression « à l'étranger » couvre tout territoire qui se trouve en dehors de la juridiction de la BCE ou de l'ACN de l'entité soumise à la surveillance prudentielle où vous êtes nommé(e).

H

Avez-vous déjà personnellement omis de déclarer toute information que l'autorité de surveillance aurait été en droit d'attendre ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails.

Texte libre

I

À compléter par l'entité soumise à la surveillance prudentielle : s'il a été répondu « Oui » à au moins une des questions ci-dessus, évaluez la réputation de la personne nommée en tenant compte des faits pertinents et en expliquant précisément pourquoi vous considérez qu'ils ne nuisent pas à l'aptitude de la personne nommée.

Texte libre

5

Conflits d'intérêts

IMPORTANT : dans l'ensemble de la section 5, « vous » sous-entend « la personne nommée personnellement » mais inclut également ses proches (conjoint(e), partenaire enregistré(e), concubin(e), enfant, parent ou toute autre personne avec laquelle elle partage son logement) ainsi que toute personne morale pour laquelle la personne nommée est ou a été membre de l'organe de direction ou actionnaire à un moment donné.

A

Entretenez-vous une relation personnelle avec :

- d'autres membres de l'organe de direction et/ou des titulaires de postes-clés au sein de l'entité soumise à la surveillance prudentielle, de la société mère ou de leurs filiales ?
- des actionnaires qualifiés de l'entité soumise à la surveillance prudentielle, de la société mère ou de leurs filiales ?
- des clients, des fournisseurs ou des concurrents de l'entité soumise à la surveillance prudentielle, de la société mère ou des filiales de l'entité soumise à la surveillance prudentielle ?

Oui Non

Si « Oui », veuillez fournir des détails.

Texte libre

B

Êtes-vous actuellement impliqué(e), que ce soit directement ou indirectement, dans des procédures judiciaires ou extrajudiciaires²² engagées contre l'entité soumise à la surveillance prudentielle, la société mère ou leurs filiales ?

Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

a. Le contenu et le statut actuel de la procédure en question

Texte libre

b. L'/les entité(s) concernée(s)

Texte libre

²² Y compris les procédures extrajudiciaires de règlement des différends menées par des organes extrajudiciaires neutres, par exemple procédures de conciliation, de médiation et d'arbitrage, et des demandes extrajudiciaires.

C

Entretenez-vous, personnellement ou en tant que membre de l'organe de direction, ou avez-vous entretenu au cours des deux dernières années une relation d'affaires, professionnelle²³ ou commerciale avec :

- l'entité soumise à la surveillance prudentielle, la société mère ou leurs filiales ?
- des clients, des fournisseurs ou des concurrents de l'entité soumise à la surveillance prudentielle, de la société mère ou des filiales de l'entité soumise à la surveillance prudentielle ?

 Oui Non

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

Nom de l'entité	Principales activités de l'entité	Type de relation avec l'entité	Date(s) de début et (le cas échéant) de fin de la relation
Texte libre	Texte libre	Texte libre	Texte libre
Versements annuels effectués par le payeur (en milliers d'euros)	Versements annuels effectués par le payeur (en pourcentage de son revenu brut (consolidé))	Versements annuels reçus par le bénéficiaire (en pourcentage de son revenu brut (consolidé))	
Texte libre	Texte libre	Texte libre	

D

Êtes-vous soumis(e) à une période de carence (au titre d'un accord ou conformément à la législation) ?

 Oui
 Non

²³ En tant que titulaire d'un poste de cadre et/ou de cadre supérieur par exemple.

E

Avez-vous des obligations financières envers l'entité soumise à la surveillance prudentielle, la société mère ou leurs filiales, dont le montant total est supérieur à 200 000 euros (hors hypothèques privées²⁴) ou avez-vous contracté des prêts, quelle qu'en soit la valeur, qui n'ont pas été négociés « aux conditions normales du marché » ou qui sont non performants²⁵ (y compris des hypothèques) ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

Nom du débiteur (s'il ne s'agit pas de la personne nommée, précisez la relation entretenue avec celle-ci)	Nom de l'entité	Nature de l'/des obligation(s) (par exemple : hypothèque(s), prêt(s) personnel(s), ligne(s) de crédit)	Montant de l'/des obligation(s) (veuillez préciser les montants octroyés et les montants prélevés) (en millions d'euros)	Garantie (le cas échéant) (type et montant)
Texte libre	Texte libre	Texte libre	Texte libre	Texte libre
Statut de l'/des obligation(s) (par exemple : performante(s), non performante(s)...)	Conditions de l'/des obligation(s)	Date de début de l'/des obligation(s)	Valeur de l'obligation, en pourcentage du total des fonds propres éligibles ²⁶ de l'entité soumise à la surveillance prudentielle	Valeur de l'obligation, en pourcentage du total des fonds propres éligibles ²⁶ de l'entité soumise à la surveillance prudentielle
<input type="checkbox"/> Performante(s) <input type="checkbox"/> Non performante(s)	<input type="checkbox"/> Conditions du marché <input type="checkbox"/> Conditions normales du marché <input type="checkbox"/> Conditions spéciales <input type="checkbox"/> Couverte(s) par les conventions collectives <input type="checkbox"/> Contrats assortis de clauses normalisées appliquées ensemble et de manière régulière à un grand nombre de clients <input type="checkbox"/> Autre	(YYYY-MM)	Texte libre	Texte libre

²⁴ Il n'est pas nécessaire de déclarer les hypothèques privées (performantes, négociées aux conditions normales du marché et conformes aux règles internes d'octroi de crédit), quelle qu'en soit la valeur, si elles ne sont pas de nature commerciale ou des investissements. Par ailleurs, il n'est pas nécessaire de déclarer les prêts personnels (cartes de crédit, facilités de découvert et prêts automobiles, par exemple) octroyés à la personne nommée par l'entité (performants, négociés aux conditions normales du marché et conformes aux règles internes d'octroi de crédit) si leur montant total ne dépasse pas le seuil de 200 000 euros. Veuillez noter que ces prêts, hypothécaires ou non, doivent être déclarés s'ils sont, ou risquent de devenir, non performants, pour quelque raison que ce soit.

²⁵ Ou faisant l'objet de mesures de restructuration.

²⁶ Tels que définis dans le règlement (UE) n° 575/2013 du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 concernant les exigences prudentielles applicables aux établissements de crédit et aux entreprises d'investissement et modifiant le règlement (UE) n° 648/2012, JO L 176 du 27.6.2013, p. 1.

F

Avez-vous une participation financière substantielle²⁷ (en tant que propriétaire ou investisseur, par exemple) dans :

- l'entité soumise à la surveillance prudentielle, la société mère ou leurs filiales ?
- des clients, des fournisseurs ou des concurrents de l'entité soumise à la surveillance prudentielle, de la société mère ou des filiales de l'entité soumise à la surveillance prudentielle ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

Nom de l'entité	Principales activités de l'entité	Type de relation entre l'entité et l'entité soumise à la surveillance prudentielle	Date de début de la participation financière	Taille de la participation financière (en pourcentage du capital et des droits de vote de l'entité ou de la valeur de l'investissement)
Texte libre	Texte libre	Texte libre	(YYYY-MM-DD)	Texte libre

G

Représentez-vous, de quelque façon que ce soit, un actionnaire de l'entité soumise à la surveillance prudentielle, de la société mère ou de leurs filiales ?

- Oui
 Non
 Sans objet

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

a. Nom de l'actionnaire

Texte libre

b. Taille de la participation (en pourcentage du capital ou des droits de vote)

Texte libre

c. Nature de la représentation

Texte libre

²⁷ Il n'est pas nécessaire de déclarer les participations actuelles inférieures à 1 % ou tout autre investissement d'une valeur équivalente.

H

Occupez-vous ou avez-vous occupé personnellement un poste à forte influence politique (sur le plan international, national ou local) au cours des deux dernières années ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

a. Nature du poste

Texte libre

b. Rôle et responsabilités propres au poste

Texte libre

c. Lien entre ce poste (ou l'entité au sein de laquelle ce poste est ou a été occupé) et l'entité soumise à la surveillance prudentielle, la société mère ou leurs filiales

Texte libre

I

Avez-vous des relations et participations ou occupez-vous des postes qui n'ont pas été couvert(e)s dans les questions ci-dessus et qui pourraient nuire aux intérêts de l'entité soumise à la surveillance prudentielle ?

- Oui
 Non

Si « Oui », veuillez fournir les informations suivantes :

a. Nature et teneur de la relation, du poste ou de la participation

Texte libre

b. Date de début de la relation ou de la participation ou date d'entrée en fonction

Texte libre

c. Influence éventuelle de la relation, du poste ou de la participation sur votre nomination

Texte libre

J

À compléter par l'entité soumise à la surveillance prudentielle : si vous avez répondu « Oui » à une ou plusieurs des questions ci-dessus, veuillez déterminer si l'éventuel conflit d'intérêts est significatif (si ce n'est pas le cas, veuillez expliquer les raisons sous-tendant votre réponse) et indiquer quelles mesures vous entendez prendre pour l'atténuer ou le gérer.

Pour préciser l'importance de l'éventuel conflit d'intérêts, veuillez consulter la section 3.3 du Guide relatif à l'évaluation de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience et fournir la documentation correspondante (le cas échéant, statuts, règlement intérieur, politique en matière de conflits d'intérêts, etc.).

Texte libre

A

Informations à fournir par l'entité soumise à la surveillance prudentielle : l'entité soumise à la surveillance prudentielle doit présenter son évaluation du temps que la personne nommée est censée consacrer à l'exercice de ses fonctions (en tenant compte, à des fins de comparaison, du temps consacré à des postes similaires au sein de l'établissement, d'entités similaires du groupes ou d'autres entités soumises à la surveillance prudentielle²⁸).

En fournissant les informations ci-dessus, l'entité soumise à la surveillance prudentielle doit tenir compte des facteurs présentés dans les orientations communes de l'AEMF et de l'ABE sur l'évaluation de l'aptitude²⁹ (EBA/GL/2017/12).

Texte libre

B

Capacité à consacrer un temps suffisant à l'exercice des fonctions, telle qu'évaluée par la personne nommée³⁰

Texte libre

C

Une fonction non exécutive supplémentaire au sein de l'organe de direction a-t-elle été autorisée par une autorité compétente (article 91, paragraphe 6, de la CRD) ?

- Oui
 Non
 Sans objet

Si « Oui », veuillez indiquer le nom de l'autorité compétente.

Texte libre

²⁸ Cf. [rapport relatif à la capacité déclarée des dirigeants non exécutifs du MSU à consacrer un temps suffisant à l'exercice de leurs fonctions](#) (disponible en anglais uniquement), août 2019. Ce rapport fournit des informations précieuses sur la situation actuelle mais ne contient pas d'exigences ou d'attentes prudentielles et les chiffres qui y sont indiqués ne vont à l'encontre ni du principe de proportionnalité, ni de l'évaluation au cas par cas établie dans le Guide relatif à l'évaluation de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience.

²⁹ Cf. règles figurant au chapitre 4, titre III, des orientations communes de l'AEMF et de l'ABE sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes-clés au titre de la directive 2013/36/UE et de la directive 2014/65/UE (EBA/GL/2017/12).

³⁰ Cf. règles figurant au chapitre 4, titre III, des orientations communes de l'AEMF et de l'ABE sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes-clés au titre de la directive 2013/36/UE et de la directive 2014/65/UE (EBA/GL/2017/12).

D

Liste des fonctions exécutives et non exécutives et des autres activités professionnelles					
	Entité (veuillez préciser si les entités sont cotées)	Pays	Description de l'activité de l'entité	Taille de l'entité ³¹ (en millions d'euros)	Fonction au sein de l'entité
Fonction couverte par le questionnaire	Texte libre	Texte libre	Texte libre	Texte libre	<input type="checkbox"/> Fonction exécutive <input type="checkbox"/> Fonction non exécutive <input type="checkbox"/> Poste-clé <input type="checkbox"/> Poste de direction d'une succursale <input type="checkbox"/> Autres activités ³²
Tous les autres postes de direction et/ou activités ³³					

	Comptage privilégié ³⁴ (article 91, paragraphe 4, de la CRD) ou absence de comptage ³⁵	Responsabilités supplémentaires (telles que l'appartenance à des comités, les fonctions de présidence, etc.)	Temps consacré par an (en jours) ³⁶	Durée du mandat (dates de début et de fin)	Nombre de réunions par an ³⁷	Informations supplémentaires ou commentaires
Fonction couverte par le questionnaire	<input type="checkbox"/> Oui, au sein d'un groupe <input type="checkbox"/> Oui, au sein d'un système de protection institutionnel <input type="checkbox"/> Oui, participation qualifiée <input type="checkbox"/> Non, ne fait pas partie d'un groupe, d'un système de protection institutionnel ou d'un établissement détenant une	Texte libre	Nombre	Texte libre	Nombre	Texte libre

³¹ Par exemple, données de fin d'année correspondant au total de l'actif pour les entités financières ou chiffre d'affaires total et présence internationale pour les autres entités.

³² Le terme « Autres activités », désigne les conférences, les activités caritatives, les postes qui ne sont pas des postes de direction, etc.

³³ Une ligne séparée doit être remplie pour chaque poste de direction ou autre activité.

³⁴ Le comptage privilégié s'applique aux fonctions de direction occupées au sein d'un même groupe, dans les établissements qui font partie du même système de protection institutionnel et dans les entreprises dans lesquelles l'établissement détient une participation qualifiée.

³⁵ Cela s'applique aux fonctions de direction au sein d'organisations qui ne poursuivent pas principalement des objectifs commerciaux ou aux postes de représentants d'un État membre.

³⁶ Veuillez prendre en compte le temps nécessaire pour assister aux réunions de l'organe de direction, les responsabilités supplémentaires, telles que, entre autres, l'appartenance à des comités, la formation, le temps nécessaire à la préparation et au suivi des réunions, le temps éventuel prévu en vue d'une crise éventuelle, etc.

³⁷ Réunions de l'organe de direction et des comités et toutes les autres réunions auxquelles la personne nommée assistera en lien avec son poste.

	participation qualifiée <input type="checkbox"/> Pas de comptage					
Tous les autres postes de direction et/ou activités³⁸						

E

Nombre total de fonctions exécutives si le comptage privilégié ³⁹ s'applique et si les exceptions ⁴⁰ ne sont pas prises en compte ⁴¹ .	Texte libre
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------

F

Nombre total de fonctions non exécutives si le comptage privilégié s'applique et si les exceptions ne sont pas prises en compte ⁴² .	Texte libre
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	-------------

G

Si le comptage privilégié s'applique, veuillez donner des détails sur toute synergie éventuelle existant entre les entreprises concernées, par exemple l'existence de chevauchements légitimes en termes de temps consacré au sein de ces entreprises. Texte libre

³⁸ Une ligne séparée doit être remplie pour chaque poste de direction ou autre activité.

³⁹ Cf. section 3.4.3.1 du Guide relatif à l'évaluation de l'honorabilité, des connaissances, des compétences et de l'expérience.

⁴⁰ Comme indiqué au paragraphe 57, chapitre 5, titre III, des orientations communes de l'AEMF et de l'ABE sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes-clés au titre de la directive 2013/36/UE et de la directive 2014/65/UE (EBA/GL/2017/12).

⁴¹ Conformément aux règles figurant au chapitre 5, titre III, des orientations communes de l'AEMF et de l'ABE sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes-clés au titre de la directive 2013/36/UE et de la directive 2014/65/UE (EBA/GL/2017/201712).

⁴² Conformément aux règles figurant au chapitre 5, titre III, des orientations communes de l'AEMF et de l'ABE sur l'évaluation de l'aptitude des membres de l'organe de direction et des titulaires de postes-clés au titre de la directive 2013/36/UE et de la directive 2014/65/UE (EBA/GL/2017/201712).

H

Nombre total de jours consacrés par an à l'ensemble des fonctions de direction d'un niveau supérieur à celui de la fonction faisant l'objet de la demande ⁴³

Texte libre

⁴³ Ne prenez pas en compte le temps consacré à la fonction au sein de l'entité soumise à la surveillance prudentielle dont fait l'objet le questionnaire (ce temps a déjà été déclaré dans la première ligne (A)).

7

Aptitude collective

À compléter par l'entité soumise à la surveillance prudentielle si la personne nommée est désignée membre de l'organe de direction.

A	
L'entité soumise à la surveillance prudentielle doit-elle respecter des exigences nationales ⁴⁴ en matière de diversité des genres ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non
Si « Oui », l'entité soumise à la surveillance prudentielle respecte-t-elle les exigences nationales en matière de diversité des genres avec cette nomination ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non

B	
Avec cette nomination, l'entité soumise à la surveillance prudentielle atteint-elle ses objectifs ou respecte-t-elle ses règles internes en matière de diversité des genres au sein de l'organe de direction ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Absence d'objectifs ou de règles internes

C	
Avec cette nomination, l'entité soumise à la surveillance prudentielle respecte-t-elle ses autres principes internes en matière de diversité ?	<input type="checkbox"/> Oui <input type="checkbox"/> Non <input type="checkbox"/> Sans objet/absence de principes internes

D	
Veuillez décrire la contribution de la personne nommée à l'aptitude collective de l'organe de direction. Par ailleurs, expliquez en termes généraux les faiblesses qui ont été repérées dans la composition d'ensemble de l'organe de direction et la manière dont la nomination de la personne nommée contribue à remédier à tout ou partie de ces faiblesses.	
Texte libre	

⁴⁴ [Le cas échéant] Conformément à l'article XX de [loi nationale].

E

Liste des membres de l'organe de direction (le cas échéant)

Prénom, nom	Fonction(s) (membre de l'organe de direction dans sa fonction exécutive ; président(e) de l'organe de direction dans sa fonction exécutive ; vice-président(e) de l'organe de direction dans sa fonction exécutive ; président(e)-directeur(trice) général(e)/CEO ; vice-président(e)-directeur(trice) général(e)/deputy CEO ; directeur(trice) financier(ière) ; directeur(trice) des risques ; membre de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance ; président(e) de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance : vice-président(e) de l'organe de direction dans sa fonction de surveillance)	Date de nomination ou de reconduction	Compétences et principaux domaines d'expertise ou formations suivies (marchés bancaires et marchés financiers ; exigences juridiques et cadre réglementaire ; lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme ; planification stratégique, compréhension de la stratégie d'entreprise ou du plan d'entreprise de l'établissement et de leur mise en œuvre ; gestion des risques (détection, évaluation, suivi, contrôle et atténuation des principaux types de risques auxquels un établissement de crédit est exposé) ; risques liés au climat et à l'environnement ; évaluation de l'efficacité des dispositifs de l'établissement de crédit, garantissant une gouvernance, une surveillance et un contrôle efficaces ; interprétation des informations financières d'un établissement de crédit, identification des principaux problèmes sur la base de ces informations et contrôles et mesures appropriés ; informatique ; ressources humaines ; autre)
Texte libre	Texte libre	(YYYY-MM-DD)	Texte libre

A

Toute autre information jugée utile par la personne nommée ou l'entité soumise à la surveillance prudentielle aux fins de l'évaluation doit être ajoutée ici.

Texte libre

B

Veillez joindre (le cas échéant) les documents suivants

- Extrait de casier judiciaire
- Procès-verbaux relatifs à la nomination (version préliminaire si la version finale n'est pas disponible)
- Procès-verbaux du comité des nominations (version préliminaire si la version finale n'est pas disponible) ou tous les autres procès-verbaux relatifs à la nomination et/ou autres documents relatifs aux évaluations d'aptitude menées au sein de l'entité soumise à la surveillance prudentielle
- Copie de la carte d'identité ou du passeport
- Rapports d'aptitude (individuels et collectifs si les missions sont accomplies par un organe collégial)
- CV
- Politique en matière de conflits d'intérêts
- Politique en matière de diversité
- Autres documents (en fonction des spécificités nationales)

9 Déclaration de confidentialité concernant l'honorabilité, les connaissances, les compétences et l'expérience

Cette [déclaration de confidentialité](#) définit les fondements juridiques et les détails du traitement des données à caractère personnel par la BCE. La BCE est tenue de traiter les données à caractère personnel entrant dans le cadre de toute demande qu'elle reçoit afin d'évaluer l'aptitude des personnes nommées aux postes concernés.

Lorsque vous soumettez le questionnaire dûment rempli, vous attestez que vous avez lu et acceptez la déclaration de confidentialité.

© Banque centrale européenne, 20221

Adresse postale 60640 Francfort-sur-le-Main, Allemagne
Téléphone +49 69 1344 0
Site internet www.bankingsupervision.europa.eu

Tous droits réservés. La reproduction à des fins pédagogiques et non commerciales est autorisée moyennant indication de la source.

Veuillez consulter le [glossaire du MSU](#) (uniquement disponible en anglais) pour toute question terminologique.